

Démocratie jeunesse et réseaux sociaux, relever les défis du numérique : échanges du Président de la République avec les étudiants de l'Université Complutense.

Emmanuel MACRON

Je voulais peut-être vous dire combien j'étais heureux d'être là parmi vous et remercier Monsieur le recteur pour ses mots et vous remercier, l'ensemble des membres du corps professoral et des étudiants qui sont là, ainsi que de tous les invités. Donc merci beaucoup pour votre présence et pour cette invitation. Je suis très heureux d'être là et très honoré de pouvoir aussi échanger avec Monsieur Cercas, pour qui j'ai beaucoup d'admiration. Voilà. Donc merci à vous.

Javier CERCAS

Merci, Monsieur le Président, d'être ici avec nous. Merci de vouloir converser avec moi. Montaigne a écrit : « L'Homme est un être ondoyant. » C'est beau et c'est vrai. Mais je pense aussi que l'histoire, parfois, est ondoyante. Elle monte, elle descend.

Aujourd'hui, Monsieur le Président, nous sommes dans une dépression démocratique. Toutes les études le montrent. Il y a de moins en moins de démocraties au monde. Au contraire, à la fin du XXe siècle, on était dans une période de montée démocratique. Après la chute du mur de Berlin, de la fin du communisme, de l'Union soviétique, on pensait que la démocratie était presque inévitable et on parlait de la fin de l'histoire, qui ne voulait pas dire que l'histoire était finie, mais que la démocratie était *the only game in town*, on disait, le seul jeu de la cité. Bon, ça, cet optimisme complètement excessif, c'est fini, ou a commencé à finir avec la crise de 2008, qui était énorme, qui était terrible, qui était un séisme énorme, a fait trembler l'Europe, un séisme seulement comparable à celui, je crois, de 1929. Et le séisme, la crise de 1929 a provoqué l'arrivée au pouvoir ou la consolidation du fascisme en Europe, un peu partout, et finalement, abouti à la Seconde Guerre mondiale qui a été la fin catastrophique de cette crise.

La crise de 2008 n'a pas provoqué, je crois, le retour du fascisme, j'en suis sûr. Il y a des gens qui le pensent, comme vous le savez très bien, Madeleine Albright, beaucoup de gens. Je ne le pense pas, je crois qu'elle a provoqué une chose différente qu'on peut appeler, que j'appelle national-populisme, c'est différent, qui a des manifestations diverses, comme le fascisme avait des manifestations diverses. La plus claire, le symbole pour moi, c'est la présence de Monsieur Trump, de Donald Trump au pouvoir, mais il y en a d'autres. Et qui, Monsieur le Président, a des traits du fascisme, ça c'est clair, le retour du nationalisme, la vocation autoritaire, et qui peut être encore plus dangereux que le fascisme, dans le sens qu'on connaît le fascisme. Mais on n'a pas vu encore la vraie face du national-populisme, qui est très malin, parce qu'il dit qu'il défend le fascisme ouvertement contre la démocratie, même violemment contre la démocratie. Le national-populisme, il dit qu'il défend la démocratie. Mais quand il arrive au pouvoir, il vide la démocratie du dedans, les institutions démocratiques, ou encore pire, il va contre la démocratie au nom de la démocratie. Monsieur le Président, l'exemple le plus clair, c'est l'invasion du Capitole. Ces gens disaient qu'ils voulaient : « On veut nous voler la démocratie et nous voulons qu'on nous retourne la démocratie. » C'était une perversion totale. C'était une attaque à la démocratie au nom de la démocratie. Alors ça, c'est la vision, le dessin général.

La première fois qu'on s'est trouvés à l'Élysée, Monsieur le Président, on a parlé malheureusement beaucoup de l'Ukraine. Aujourd'hui encore, la guerre est là. Je suis d'accord avec vous, la guerre d'Ukraine, c'est une chose un peu différente, c'est-à-dire une logique différente, l'Union soviétique, etc., mais fait partie de cette même dépression démocratique. Il faut seulement comparer, Monsieur le Président, le Monsieur Poutine du commencement de son mandat, à la fin du XXe siècle, avec le Monsieur Poutine d'aujourd'hui.

Mais alors, ceci étant dit, j'ai une question très claire, très directe pour vous. Je crois que la réponse est compliquée. Mais comment sortir de cette dépression ? C'est-à-dire quelle fin prévoyez-vous ? Et surtout, qu'est-ce que l'Europe peut faire ? Parce que l'Europe reste encore une forteresse de la démocratie et de la vision du monde basée sur les règles, mais c'est une forteresse assiégée du dehors et du dedans. Qu'est-ce qu'on peut faire ? Qu'est-ce que l'Europe peut faire ? Qu'est-ce que nous pouvons faire ? Comment sortir de ça ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Là, je ne sais pas combien de temps vous me laissez. Non, d'abord, je ne voudrais pas désespérer. Je vois beaucoup de jeunes visages, donc vraiment, ne pensez pas que vous entrez dans une période affreuse où tout est fichu. Mais je pense que ce que vous venez de dire est très juste. Alors, pour apporter la réponse, je pense qu'il faut essayer de caractériser peut-être plus précisément ce que vous appelez dépression démocratique. Quand on regarde ce qu'on peut qualifier, comment nos systèmes de démocratie libérale, au sens politique du terme, qui se sont bâtis à partir du XVIIIe siècle, dans notre Europe et ont émergé, se sont sophistiqués. Elles se sont construites sur quoi ? Parce qu'en fait, les formes politiques ne tombent pas sur les peuples comme venues de l'éther pour s'y figer. C'est qu'il y a quelque part des idées qui arrivent à se traduire en structures, en institutions politiques et qui correspondent à des organisations sociales. C'est ça qui fait que les choses durent et qu'on vit dans une société, qu'on vit depuis le XVIIIe siècle dans des démocraties.

Donc ces démocraties, elles se sont construites sur un compromis entre les idées des Lumières qu'on a après consolidées, élaborées, qui ont été bousculées par les totalitarismes du XXe siècle, vous l'avez évoqué, mais qui se sont revivifiées au sortir de la Deuxième Guerre mondiale à travers en particulier sans doute la Convention européenne des droits de l'homme, et cette réinvention, cette revitalisation de nos principes, mais donc primat de la dignité humaine, principe de liberté, croyance dans l'individu libre rationnel, et donc c'est toute la philosophie politique à laquelle nous croyons depuis le XVIIIe siècle. C'est l'organisation de systèmes d'équilibre de pouvoirs. C'est le consensus avec les classes moyennes, c'est-à-dire ce qui a permis d'installer ça, c'est qu'on a expliqué aux classes moyennes qu'elles allaient vivre de mieux en mieux, donc il y a l'idée de progrès qui est attachée à nos démocraties et à cet équilibre. Il y a donc une structure productive qui les a accompagnées avec des hauts, des bas, des crises multiples, mais qui est qu'en quelque sorte, par l'innovation technologique et la capacité à la diffuser, on allait donner un meilleur futur à tout le monde. Et on a eu des soubresauts quand ces idées-là, d'ailleurs, ont été percutées. Ce qui a été dit par Monsieur Cercas à l'instant sur la crise de 29 et les conséquences qu'elle a eues, c'est exactement ça, c'est-à-dire qu'à un moment donné, des idées qui viennent fragiliser l'édification institutionnelle qui était en place avec, par exemple, la République de Weimar, mais surtout la crise de confiance qu'ont les classes moyennes européennes parce qu'elles n'ont plus leur part de richesse fait que le système se tord et le fascisme arrive à émerger dans plusieurs pays en Europe.

Donc si on se dit que c'est à peu près ça, l'idée démocratique, cette espèce de fatigue, de crise que vous décrivez, elle s'installe sur quoi ? Elle s'installe, je crois, d'abord sur le fait qu'on n'a plus tenu la promesse économique. Ça, ça a commencé à partir de la désindustrialisation. Alors, il y a des histoires très différentes selon les pays européens. L'Espagne n'a pas la même que la France, etc. Mais il y a eu en tout cas une phase de la mondialisation à partir des années 90 qui vient déjà, quand même fragiliser ce consensus parce qu'elle crée les vagues de délocalisations, etc. Donc on voit des idées apparaître, enfin des vraies sensibilités politiques fortes, mais en gros, la promesse qu'on va continuellement dans une économie politique qui va vous permettre de vivre mieux n'est pas si validée. Donc cette idée se fragilise dans nos sociétés. Le grand coup de massue, ça a été dit, c'est à coup sûr la crise de 2008-2012, je dirais, parce qu'elle ne s'arrête pas en 2008 chez nous. Pourquoi ? Parce que cette crise, qui est une crise financière, qui vient des États-Unis d'Amérique, qui est d'acteurs de marché qui s'étaient déjà beaucoup enrichis, fait émerger en Europe une crise de certains opérateurs, puis des dettes souveraines.

Qui a payé cette crise ? On a mis d'abord longtemps à la régler, mais si je devais schématiser les choses, on ne l'a pas vécue à la même intensité, elle a été asymétrique en Europe. Vous l'avez vécue beaucoup plus durement que nous, et vous avez fait des ajustements, comme on dit affreusement, budgétaires et économiques beaucoup plus durs, c'est-à-dire qu'il y a des vies qui ont été changées à ce moment-là, et il y a eu une régression économique et sociale mais ce sont les classes moyennes qui ont payé l'addition. Mais ça, c'est vrai partout en Europe. Ça, il ne faut pas sous-estimer ce qu'a été le choc de 2008-2012, parce que, quelque part, les classes moyennes partout en Europe ont dit : la promesse n'est pas tenue. On vit quand même encore tous avec ça. Quand on regarde les choses, même dans des pays qui ont été moins touchés, il y a certaines catégories qui n'ont pas totalement retrouvé le pouvoir d'achat, le niveau de vie qu'elles avaient avant cette crise. Dans certains autres pays, même si le pays va beaucoup mieux en termes macroéconomiques, il y a eu cette trahison. Premier point.

La deuxième chose qu'il ne faut pas sous-estimer par rapport à ce que j'évoquais, c'est la crise démographique. Je pense qu'on sous-estime dans le débat public beaucoup ce point, mais nous avons toujours vécu depuis le XVIIIe dans des économies, et ça participe d'ailleurs de l'histoire de croissance endogène, mais il y avait deux *drivers* qui étaient l'innovation et la démographie, qui sont deux éléments clés qui tirent les économies vers le haut. Nous sommes devenus vieux. Alors on ne veut pas le voir, on ne veut jamais le voir quand on vieillit, mais notre continent est devenu vieux et nous sommes entrés en phase accélérée dans la transition démographique, l'Espagne avant même la France. Mais ça veut dire qu'on est beaucoup de pays en Europe où le solde naturel, aux bornes de la nation est souvent négatif et, en fait, on n'a rééquilibré que par l'immigration. Et ça, on ne l'a pas véritablement pensé, mais c'est un deuxième choc très profond pour l'idée démocratique et les modèles qu'on avait construits, parce que ça les bouscule, là aussi, parce que ça veut dire que, d'abord, soit la croissance ne se fait pas de la même manière ; elle s'amointrit parce qu'il y a moins de croissance démographique. Soit, elle ne peut se faire que si on sait aussi gérer la question migratoire parce qu'en vérité, vos modèles vieillissent et donc les modèles sociaux qu'on a construits sur des équilibres entre les générations d'après-guerre se transforment et sont de moins en moins valides, ça ne marche plus, soit ils peuvent se revivifier, mais si on se régénère avec de l'immigration. Il y a le consensus, on le voit bien dans nos sociétés, il est travaillé. La société espagnole comme la société française sont bousculées par ça. Donc deuxième crise quand même importante. Ce sont des grandes transitions qu'on a vécues.

Troisième élément clé à mes yeux, c'est qu'il y a une crise que j'appellerais d'efficacité de nos démocraties. Elle est plus complexe, on pourra y revenir si vous avez des questions ou des interrogations, mais on a sophistiqué nos modèles, mais nous sommes devenus extrêmement complexes parce qu'on gère des problèmes très complexes, et donc on est devenus de moins en moins intelligibles et de plus en plus lents. C'est vrai partout, parce qu'on gère des mondes très compliqués, des sociétés très sophistiquées, et donc on a créé des systèmes de *checks and balances* partout, d'autorités indépendantes, avec de très bonnes raisons derrière ça, mais cela a ralenti la capacité d'agir de nos systèmes démocratiques. Et ça a créé une impatience dans des sociétés qui voudraient qu'on règle très vite les choses et, en quelque sorte, où la tolérance à la décision lente ou à la maïeutique de décision a faibli, a diminué, elle. Mais on a une crise d'efficacité démocratique qui rend moins acceptables les systèmes qu'on avait eus et qui crée une fascination pour les régimes autoritaires ou les systèmes autoritaires. Pourquoi ce que vous appelez le national-populisme peut émerger ? Parce que c'est des réponses très simples, c'est beaucoup plus rapide. Même si elles ne sont que des réponses que j'appellerais, moi, symptomatiques ou démagogiques, en vrai, parce que ce qu'on appelle populisme, je me méfie de ce mot, peut-être parce que moi, quand j'ai émergé il y a 10 ans, on disait que j'étais un populiste. Donc depuis, je me méfie. Mais populiste, il y a le mot peuple dedans. Il faut faire attention, il ne faut pas donner le sentiment que les peuples auraient tort ou seraient méprisables. C'est terrible. Moi, j'appelle ça de la démagogie, c'est-à-dire qu'on flatte plutôt les opinions publiques en leur disant : on a une solution beaucoup plus rapide, beaucoup plus simple. Donc troisième crise.

La quatrième, je ne suis sans doute pas exhaustif et je reviendrai sur l'Europe, c'est une transition, un changement très profond, anthropologique, que sont les réseaux sociaux et maintenant l'intelligence artificielle ajoutée aux réseaux sociaux. Ça, je pense qu'on a réussi à l'installer ces quelques dernières années dans le débat public, mais ça a été totalement sous-estimé et ça commence en vérité à peu près après la crise financière, mais dans les mêmes années. Ça se développe 2008-2010, ça se démocratise vraiment entre 2010-2015, mais nous vivons depuis une décennie dans un système qui a totalement changé, totalement. Et c'est-à-dire que donc nous apprenons, nous débattons, nous échangeons, dans un système dont l'infrastructure informationnelle et démocratique s'est profondément transformée. D'ailleurs, votre génération, elle est arrivée bien souvent à la conscience et à l'apprentissage dans un système qui, en fait, n'a rien à voir avec la mienne.

C'est une révolution qui est très profonde. Ça veut dire que notre truchement au monde, notre relation au monde, elle se construit beaucoup plus par ces réseaux. Notre rapport à l'information, notre rapport à la connaissance de tel ou tel pays, notre rapport parfois au savoir. Dans votre génération, quand on regarde les chiffres, on s'informe de plus en plus massivement à travers ces réseaux sociaux. On n'a pas du tout fait attention à quelle était la structure de ces réseaux, enfin, en fait, pourquoi ils étaient faits et comment ils étaient faits ? Ils ne sont pas faits pour vous informer ou que la démocratie marche bien. Ils sont faits, et là aussi on pourra y revenir, je ne veux pas être trop long, mais pour susciter le maximum d'excitation chez vous, créer des dépendances cognitives et affectives pour que vous restiez le plus longtemps possible devant l'écran, plutôt devant des contenus très courts. Il a un ordre de mérite qui est l'exact contraire de ce que depuis des siècles nous enseignons dans ces lieux comme celui qui nous accueillent, des universités, lieux de savoir, de transmission. C'est-à-dire que ce qui est le plus important dans les réseaux sociaux, c'est l'émotion négative. Elle est plus importante, en tout cas elle crée plus de viralité que l'émotion positive, laquelle crée plus de viralité que le raisonnement. Donc on est dans un ordre où, en fait, tout le système, il est plutôt mû par les gens qui savent bien exciter par les émotions négatives.

Mais ça, ce sont des machines à diffracter les démocraties. Parce qu'en vrai, ce qui va marcher, ce à quoi on va être exposés pendant des heures par jour, c'est des choses qui nous séparent. C'est-à-dire l'inverse d'une université qui va nous apprendre un même savoir, qui nous permettra d'ailleurs de converser, de dialoguer, peut-être d'exprimer des désaccords respectueux, mais on a appris, on vous a appris, on nous a appris, on a évolué dans une société où le cœur de l'infrastructure, de conversations démocratiques sont devenus ces réseaux qui donnent une prime plutôt à l'émotion négative, plutôt au *clash* et donc plutôt à ce qui nous écarte et donc qui polarise nos sociétés.

Donc au fond, on a à traiter ensemble d'une crise de modèle économique, d'une crise démographique de notre Europe, d'une crise d'efficacité démocratique, de notre capacité à aller plus vite et à être plus efficaces, et en même temps d'une crise un peu, que je dirais, anthropologique, c'est qu'on n'évolue plus dans le même espace, qu'aujourd'hui cet espace numérique, on lui a laissé manger beaucoup de choses et il nous a un peu ensevelis. On pourra y revenir dans les questions là-dessus.

Donc face à ça, et je ne suis pas exhaustif parce qu'il y a en plus de ça évidemment la grande transformation géopolitique qu'on vit avec la réémergence d'empires, le retour de la guerre en Europe, évidemment, la Chine et les États-Unis qui, pour la première fois de leur histoire, sont deux immenses puissances hostiles à l'idée européenne. Donc tout ça mis bout à bout fait qu'en effet, on est un peu assiégés et on se dit, rien ne va. C'est très dur. Et il y a cette fatigue démocratique qui s'est installée.

Alors elle fait émerger ce que vous avez appelé des national-populismes. Pourquoi ? Parce que quand il y a une angoisse qui monte face à cette multicrise, les extrêmes sont beaucoup plus à même d'attraper l'angoisse et la colère. C'est plus efficace. Donc vous avez des montées d'extrêmes partout en Europe, c'est clair, avec des réponses simplistes, mais des réponses, en disant : avec moi, ça ira beaucoup plus vite, ce sera beaucoup plus radical. Ça correspond à la polarisation des sociétés et ça correspond aux conséquences de ces crises multiples qui ont émergé. Est-ce que je pense qu'on va les arrêter du jour au lendemain ? Je ne crois pas. Je pense que c'est là, ça s'installe, ça va aux extrêmes. La question, c'est quelles réponses on peut apporter et comment agir pour traiter en profondeur ce que nos sociétés vivent.

La première réponse, je pense qu'elle est de réhumaniser ces réseaux sociaux. Là, je pourrais développer si vous voulez, si ça vous intéresse. Il faut reprendre le contrôle, et des réseaux sociaux comme de l'intelligence artificielle qui arrive. Je ne veux pas être plus long, je le suis déjà, mais ça, c'est clé. C'est une bataille européenne. C'est celle qu'on mène d'ailleurs avec l'Espagne, et maintenant on a gagné, on a européanisé pour dire qu'il faut protéger nos jeunes de moins de 15 ans des réseaux sociaux. Mais donc moi, j'appelle ça réhumaniser, c'est reprendre le contrôle pour remettre tout ça au bon rythme et refaire démocratie. La deuxième chose, c'est de retrouver de l'efficacité collective. Certains appellent ça de la dérégulation, d'autres de la simplification. Ça veut dire qu'il faut qu'on aille un peu plus vite par rapport à la pulsation du monde. On a une Europe qui s'est désynchronisée et qui est trop lente par rapport à la Chine, aux États-Unis. Donc on doit retrouver de la vitalité de décision. La troisième chose par rapport à la crise économique, c'est de retrouver de la capacité à innover. Et pour moi, c'est très complémentaire avec les équilibres européens qu'on a toujours connus. On est les seuls à savoir faire ça. Réhumaniser la technologie et donc la maîtriser par de la régulation intelligente, mais en même temps être dans la technologie.

Donc la bataille européenne des prochaines années, c'est vraiment d'innover beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. Ces 20 dernières années, en produit intérieur brut par habitant, on a décroché par rapport aux États-Unis. Plus des deux tiers de l'explication de ça, c'est qu'on innove moins. Donc on doit réinnover beaucoup plus fort si on veut recréer du consensus dans nos démocraties. Et à cet égard, l'innovation qui va à travers l'IA, la robotique, il faut la voir aussi comme une opportunité si on sait bien l'organiser, parce qu'elle va redonner, elle peut redonner des marges de manœuvre à nos sociétés pour nos modèles sociaux et pour permettre justement de les financer et retrouver ce compromis avec les classes moyennes et leur permettre de réavancer. Tout ça suppose de renforcer et réadapter nos modèles éducatifs parce qu'il n'y a pas de progrès social sans modèle éducatif adapté à ces évolutions technologiques.

Mon dernier point auquel je crois beaucoup aussi, et j'arrêterai là, c'est que dans ce contexte-là, pour réussir cet agenda, il faut une Europe plus indépendante. Parce que si cette Europe, elle est faible face au retour des empires, elle va perdre sa souveraineté. Si elle n'achète que de la technologie américaine, elle ne pourra rien réguler. Et si elle est simplement consommatrice de ce qui est fait ailleurs, elle ne réglera pas le problème de croissance qu'elle a avec ses classes moyennes et de modèle économique. C'est pour ça que l'agenda d'autonomie stratégique, de la défense à la technologie, en passant par tous les domaines de la chaîne de valeur, est clé, parce que c'est ce qui nous permet de décider pour nous-mêmes.

Voilà un peu comment, à mes yeux, j'essaie de répondre, de réagir à votre point, comment on caractérise le moment qu'on vit et quelles sont les pistes pour avancer. Moi, je ne suis pas pessimiste du tout. Ça prendra des années. Mais à côté de tout ça, je pense que si l'Europe arrive à rester solidaire et unie, et à jouer aussi sur ce que sont ses éléments de stabilité, de décence, de respect, d'équilibre, de respect de la personne humaine et de sa dignité, ce qui est le cœur de notre philosophie politique, on a un énorme avantage parce que je pense qu'on attirera les talents du monde entier qui vont nous aider, et on gardera, et on va vous former, pour nous aider à faire cette transition. Parce qu'en vrai, quand on regarde la Chine ou les États-Unis, la violence qui est en train de monter et les sous-jacents qu'il y a dans ces sociétés, l'Europe est désirable.

Javier CERCAS

Oui, Monsieur le Président, merci. Je veux revenir à quelque chose que vous avez dit. Oui, effectivement, on est au milieu d'une grande révolution technologique : internet, les réseaux sociaux, l'intelligence artificielle. Mais c'est pas la première, il y a eu énormément de grandes révolutions technologiques, tout au long de l'histoire. Chaque fois qu'il y a eu une de ces grandes révolutions technologiques, il y a eu comme deux extrêmes, deux positions extrêmes. D'un côté, il y avait des gens qui disaient : « Bon, ça c'est formidable, ça apportera le paradis, ça, c'est la solution de tous nos problèmes, etc. » Mais de l'autre côté, effectivement, il y a aussi des gens qui ont dit : « Ça, c'est la fin du monde, non, ça, c'est la fin de la culture, ça, c'est terrible, une catastrophe, etc. » C'est deux extrêmes. C'est comme ça. C'est-à-dire, vous vous souvenez sans doute, Monsieur le Président, de Phèdre de Platon, où il y a ce personnage qui s'appelle le roi Thamous, qui dit : l'invention de l'écriture, grande révolution technologique, sera la fin de, de la culture parce qu'il y a des raisons pour le dire, hein, parce qu'on fera confiance à l'écriture et la sagesse sera là dans l'écriture et donc les gens n'utiliseront pas la mémoire, et sans mémoire il n'y aura pas de culture. Mais aussi il dit : il n'y aura pas la relation entre maître-élève, et donc sans la, sans la relation entre maître-élève, ça sera fini la culture. Et ça s'est répété au XVème siècle, quand on a inventé l'imprimerie, une grande révolution technologique. On discutait à ce moment-là du fait que, bon, la diffusion massive de la culture, de la, de la sagesse, inévitablement portera à la vulgarisation de la sagesse, à la dévaluation de la sagesse, et donc à la fin de la haute culture. Et sans haute culture, c'est fini. Alors ça s'est répété constamment avec l'invention de la télévision, etc., avec des différents arguments. Et le résultat, quel a été, Monsieur le Président ? Le résultat a été que l'écriture n'a pas provoqué la fin de la culture, mais la naissance d'une culture nouvelle. Évidemment, l'imprimerie n'a pas fini avec la haute culture. On ne peut pas dire que Montaigne, Cervantes, Shakespeare sont inférieurs à Homère ou Virgile.

Monsieur le Président, je ne veux pas dire que cette révolution, c'est sans danger. C'est-à-dire, il y a des dangers dans ces révolutions d'aujourd'hui. Ce que je veux dire, Monsieur le Président, et c'est une question pour vous, c'est que nous avons la responsabilité, nous, et d'abord, en premier lieu, le pouvoir politique, de profiter du bon, parce qu'il y a énormément de choses bonnes dans cette révolution, dans l'intelligence artificielle, dans les réseaux sociaux, etc., et de rejeter le mauvais.

La question, c'est comment faire, parce qu'on l'a fait avant, au long de l'histoire. Comment faire ça ? C'est-à-dire, j'ai l'impression, s'il vous plaît, vous me disiez qu'est-ce que vous pensez, mais j'ai l'impression qu'on a été trop optimistes et trop ingénus et que pendant trop de temps, on a laissé dans les mains des personnes, sans contrôle, des instruments avec une puissance énorme et ces gens avaient pour seul but de faire de l'argent et aujourd'hui peut-être le pouvoir. Alors, qu'est-ce qu'on peut faire, Monsieur le Président ? On a le temps, j'espère qu'on a le temps de contrôler ces instruments énormément puissants, mais donc de mettre des règles, mais ce n'est pas suffisant peut-être, non ? Il faut aussi faire d'autres choses. Par exemple, vous avez parlé de l'investissement. Sans investir dans cette grande technologie, je pense à l'Europe, c'est impossible de les contrôler, non ? Alors qu'est-ce qu'on peut faire, Monsieur le Président, pour profiter du bon et pour rejeter le mauvais ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Il y a toujours eu ce débat. Ce que vous dites est vrai, Platon, c'est la métaphore du *pharmakon*, qui est à la fois ce qui vous soigne, mais qui peut être un poison. Donc il y a toujours cette ambivalence de l'innovation technologique, c'est vrai. Après, je pense que quand on parle des innovations contemporaines, là aussi, je voudrais distinguer plusieurs d'entre elles et essayer de répondre de manière très précise à votre question.

Il y a une première innovation qui est technologique et d'usage, qui est déjà là depuis 10 ans, qui est ce que j'ai déjà commencé à évoquer : les réseaux sociaux. Ça, c'est une vraie révolution technologique. Elle a permis de faire des tas de choses. Elle permet de faire des choses formidables, c'est-à-dire de savoir ce qui se passe à l'autre bout du monde, de révéler des choses, de partager des contenus, d'avoir des gens qui suivent, par exemple, votre œuvre à travers le monde, vous, d'échanger avec des lecteurs et autres. Donc c'est formidable, ce qui s'est passé. Ça, c'est la partie positive. Qu'est-ce qu'on n'a pas réussi à faire sur ces réseaux sociaux depuis 15 ans, à ce stade ?

En fait, on a fait un test en grandeur nature pour savoir de quel côté du *pharmakon* on était. On l'a plutôt fait avec votre génération, quand je regarde vos visages. C'est-à-dire, on s'est dit : « On n'est pas sûr de ce que ça crée, donc on va l'essayer, on vous l'a inoculé. » On a à peu près le bilan. On a eu une épidémie de problèmes de santé mentale dans nos sociétés démocratiques, une épidémie. On a eu une montée des extrêmes, c'est-à-dire, on a eu beaucoup plus de jeunes filles qui étaient obsédées par leur corps parce que sur ces réseaux, elles voyaient des standards qui n'étaient pas du tout la réalité de ce qu'on voit forcément autour de soi. Enfin, tout ça est très bien caractérisé, il y a des tas de corrélations qui ont été faites. Et puis, dans nos sociétés, on l'a déjà évoqué, c'était votre première question tout à l'heure, il y a une montée de la polarisation. Donc là, on commence à se dire : « On est en train de tomber du mauvais côté du *pharmakon*. », c'est-à-dire qu'il y a de plus en plus de gens qui quittent ces réseaux sociaux en disant : « Ce n'est plus là que je vais échanger avec ceux avec qui j'ai envie de voir, parce que je vais en trouver d'autres pour être plus protégé. » et on laisse tout le monde dans ce climat en quelque sorte de violence, un peu d'ensauvagement. Ça, c'est les réseaux sociaux. On a laissé quelques acteurs décider pour nous tous parce que c'est quelques groupes privés qui l'ont dans leurs mains, et on a fait le test sur vous. Donc là, comment on reprend le contrôle ?

Écoutez, point 1 : protéger les enfants et les ados. On a fait des commissions dans nos pays, moi, j'en ai fait une en 2024, les chiffres sont assez clairs, les corrélations sont solidement établies, la science est là, votre pays aussi fait des études, il y a des études universitaires, même américaines, qui ont été faites, etc. On sait ce que ça crée chez les enfants et les adolescents. Donc, je pense raisonnablement qu'on serait irresponsables à dire : on laisse jusqu'à 15-16 ans ; c'est-à-dire l'âge dans lequel on fait son développement affectif, cognitif, personnel. Non, il

Alors, il y a des débats : Est-ce qu'on bloque totalement jusqu'à 13 ans, puis entre 13 ans et 15 ans, il y a un système accompagné ? Moi, je crois quand même qu'il faut protéger les enfants et les adolescents des réseaux sociaux. En moyenne, en tout cas en France, c'est plus de 4 heures par jour d'écran sur ces réseaux. Ça veut dire que c'est du temps qui est mangé à la lecture, au sport, à la capacité à connaître d'autres. Donc, c'est pour ça qu'en même temps, et on le voit encore dans les derniers tests de PISA, vous avez un effondrement de la capacité à apprendre et de la lecture dans tous nos pays. Ces générations-là, de la même manière, ont de plus en plus de mal à voir un film long parce qu'on est habitués à scroller sur des contenus très rapides. Donc, on crée une excitation du cerveau, on habitue le cerveau à quelque chose qui ne permet pas de bien apprendre et d'être stable. Donc protéger les enfants.

La deuxième, c'est que moi, j'ai envie de savoir, on s'écoute, on est dans une salle, vous me posez des questions, après vous allez m'en poser. S'il y a quelqu'un qui n'est pas d'accord, il dira : « Je ne suis pas d'accord, vous posez une question. » On se voit de visage à visage, on se respecte, on sait d'où nous parlons. Les réseaux sociaux, c'est l'inverse de ça. Celui qui crie le plus fort et qui insulte le plus vite, c'est celui qui a raison et il va créer le plus de volume. Derrière, moi, je ne sais pas si c'est un vrai compte ou pas, je ne sais pas ce que fait l'algorithme ou pas, c'est-à-dire que celui qui va me présenter les gens, en plus masqués, dans un réseau social, c'est un algorithme. Mais l'algorithme, il a ses biais. Alors, son biais, il est plutôt commercial, c'est créer le maximum d'excitation chez vous. Mais ce n'est pas normal que je ne connaisse pas ce biais. Vous n'avez pas envie d'être dans une salle obscure où on vous amènerait des gens face à vous qui vous insultent. Raisonnablement, on ne ferait jamais cette expérience physique. C'est ce qu'on fait à chaque fois qu'on se met sur nos réseaux sociaux. On est fous. Et dans nos démocraties, c'est très grave parce que c'est utiliser, cette vulnérabilité. Donc quand on a des débats démocratiques sur les réseaux sociaux aujourd'hui, ils ont une volumétrie qui est polarisée à cause du mode de fonctionnement de l'algorithme qui vous emmène vers l'excitation maximale et, comme je le disais tout à l'heure, qui tire vers les émotions négatives et donc plutôt aux extrêmes.

Mais surtout, il est manipulé par des gens qui créent du volume, et on l'a vu dans tous nos pays, par les ingérences, parce que c'est tellement facile de voir quelles sont les émotions négatives qui marchent dans la société espagnole ou dans la société française, et si je suis contre vos dirigeants aujourd'hui, si je veux affaiblir leur capacité à soutenir l'Ukraine, si je veux, par exemple, faire gagner tel ou tel parti, je vais me mettre sur vos réseaux, je vais pousser des contenus qui vont faire surréagir et je vais même le faire avec des faux comptes parce que je ne sais pas derrière s'il y a un vrai compte ou pas. Ce faux compte, je vais lui multiplier ses abonnés pour qu'il crée de la viralité. Et on a accepté ça. Donc première folie : on a accepté d'y laisser sans défense nos enfants et nos ados. Ça, il faut le corriger tout de suite. Deuxième folie : on laisse des acteurs extérieurs à visage masqué manipuler nos démocraties et on laisse des algorithmes dans la main de quelques-uns manipuler nos goûts et nos choix. On est fous. Ce n'est pas un choix rationnel pour des démocraties structurées comme les nôtres.

Donc qu'est-ce qu'on doit faire avec ça ? On a commencé à poser les bases. On avait lancé sous la présidence française en 2022 ce fameux *Act*, cette directive sur les services numériques. Parfois, vous l'entendez avec le terme de DSA. Il y a toutes les bases, il faut s'en saisir et il faut le faire très vite. Aujourd'hui, on est beaucoup trop lents et honnêtement, on ne le fait pas assez. Donc nous, on pousse la Commission européenne à le faire davantage, mais elle nous permet de faire quoi ? On a les textes. 1) Dire : nous, on veut la transparence de l'algorithme. Vous devez nous expliquer comment vous m'amenez les contenus, qui est favorisé, qui n'est pas favorisé ? Transparence, puis chacun pourra regarder. Vous pourrez regarder. Chacun fera son audit en quelque sorte, et puis on dira les choses. 2) Interdire les faux comptes. On a le droit d'être anonyme, c'est un vrai débat. Moi, je suis plutôt encore pour avec des systèmes de responsabilité quand ça va dans du judiciaire. Je suis radicalement contre le fait qu'il n'y ait pas de personne réelle derrière un compte sur un réseau social. Ça, c'est inacceptable. C'est la deuxième chose.

Troisième chose, il faut des pare-feu immédiats pour lutter contre les ingérences. Quand on identifie qu'il y a une puissance étrangère, il faut tout de suite mettre le pare-feu et couper pour ne pas que ça prenne dans le débat démocratique. Derrière, il faut créer des systèmes où, en fait, on oblige ces acteurs, pardon du terme, mais à jouer en architecture ouverte, c'est-à-dire qu'ils ne puissent pas nous capturer avec des algorithmes imposés. Il faut que je puisse choisir mes algorithmes. Ça, c'est sur les réseaux sociaux, c'est reprendre le contrôle. On est au début de la bataille, il faut l'accélérer. On a les textes, c'est vital. Tant qu'on continuera de faire des élections ou de fonctionner en démocratie comme on le fait avec les réseaux sociaux, on pourra déplorer le national-populisme ou les démagogies nouvelles ou les extrêmes, elles continueront d'advenir.

Après, il y a l'intelligence artificielle, et ça, c'est une innovation très différente parce qu'elle est beaucoup plus en rupture d'un point de vue technologique et anthropologique. L'intelligence artificielle, là, pour le coup, on essaie de réagir tout de suite. Elle apporte des choses formidables. Vous l'utilisez, j'imagine. Elle permet de faire des recherches beaucoup plus rapides et sophistiquées. Elle est en train de résoudre des problèmes de maths qu'on n'arrivait pas à résoudre. Elle permet d'aller beaucoup plus vite sur de la médecine individualisée, l'énergie. Donc on est déjà en train, grâce à l'intelligence artificielle, qui est en fait une capacité exponentielle à faire calculer la machine et donc à résoudre nos problèmes. Ça, on est en train de faire des choses formidables. Donc oui, il faut en être.

Mais à côté de ça, qu'est-ce qu'on ne veut pas ? Deux choses. La première, que ce soit concentré entre quelques mains uniquement. La deuxième, perdre le contrôle, c'est-à-dire que l'intelligence artificielle finisse par être un système où c'est la machine qui donne une instruction à une autre machine, et nous, on finit sur un banc à les regarder faire. Ça, c'est les deux drames.

Donc face à ça, qu'est-ce qu'on doit faire, nous, Européens ? 1) On doit être dans la partie. Donc on doit avoir des capacités de calcul et ne pas les laisser toutes entières aux États-Unis. C'est ces fameux *data centers* parce que si on a des capacités de calcul, on peut avoir des acteurs qu'on entraîne et qui pourront avoir des modèles très performants. 2) Il faut former des talents, les développer, développer des écosystèmes et avoir des vrais modèles européens souverains. On en a dans nos pays. Mistral est un des modèles de ce qu'on appelle les LLM, de modèles de langage large, qui est derrière un peu dans la compétition par rapport aux grands Américains, mais qui est encore dedans. Donc, il faut aller plus vite et plus fort en Européens pour avoir ces modèles de frontière. Et puis, il faut réussir à bâtir l'écosystème pour adopter beaucoup plus vite l'IA filière économique par filière économique pour que ça se diffuse.

Mais à côté de ça, il faut bâtir une régulation internationale. Nous, Européens, on a été les premiers à poser ces jalons. Mais ce qu'on veut faire, ce n'est pas faire la même erreur qu'avec les réseaux sociaux et se dire : Dès maintenant, on doit bâtir une régulation qui doit dire quoi ? Les modèles frontières, ça ne peut pas être dans la main que de quelques acteurs et on doit réussir à maîtriser les conséquences, et donc on doit mettre des pare-feu sur ces modèles pour ne pas que ce soit la machine qui puisse dicter à la machine. Plus d'autres évolutions technologiques, mais je vais m'arrêter là. Voilà comment je vois les choses.

Animatrice

Vous avez dit que les États-Unis et la Chine sont des acteurs hostiles à l'Union européenne. Depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, nous avons vu comment les grandes plateformes numériques ont retiré des systèmes de protection de la citoyenneté, comme YouTube, qui a agi à cet égard. Google ne priorise pas les informations vérifiées. Chez TikTok, nous avons trouvé beaucoup de mineurs de moins de 13 ans et des pédophiles, du trafic de drogue. Et Meta a éliminé le *fact-checking* indépendant aux États-Unis et maintenant veut le faire en Amérique latine. Tout ceci porte atteinte à l'Europe. Vous avez parlé de la DSA. Donc ma question est : Est-ce que vous pensez que la DSA est appliquée avec toute sa puissance aujourd'hui ? Est-ce que vous croyez que l'Europe a les outils nécessaires pour pouvoir lutter contre les entreprises tierces qui déprotègent nos citoyens contre l'abus, des abus contre les enfants ou les atteintes contre la démocratie ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup. Premier élément : le soi-disant *free speech* américain, enfin, aujourd'hui, qui a eu cette publicité faite par certains, c'est l'inverse du *free speech*. Il n'y a pas de liberté s'il n'y a pas de limitation à ma liberté qui commence par la liberté des autres et le respect d'un cadre commun. Je le sais quand je marche dans la rue, ma liberté, ça ne peut pas être de vous frapper, de vous insulter ou de saccager l'espace commun pour tous. L'idée que certains se font du *free speech*, c'est ça. Donc, il y a une liberté s'il y a le respect de la liberté de l'autre et, au fond, ce qu'on appelle un ordre public. Dans cet ordre public, il faut qu'il y ait un traitement de l'information. Ça, c'est le premier point, parce qu'il y a un rapport à la vérité.

Deuxième élément : nous, nous sommes dotés de règles. Est-ce qu'elles sont suffisamment appliquées ? Non. Donc aujourd'hui, le cœur de notre bataille, j'ai écrit il y a quelques semaines à la présidente de la Commission européenne, c'est qu'on applique cette fameuse directive sur les services numériques. Il y a des premiers instruments pour déjà faire beaucoup, mais il faut y aller. En particulier, au-delà des instruments que j'ai déjà cités, on peut aller chercher la responsabilité des plateformes, ce qui est clé. Tant qu'on n'ira pas chercher la responsabilité des gens qui diffusent des contenus sur les réseaux sociaux, on ne le régulera pas. Nous, on est tous dans des systèmes où nos démocraties se sont faites, nos opinions publiques se sont forgées par la presse libre. Quand quelqu'un écrit, quand un journaliste écrit n'importe quoi ou qu'un directeur de rédaction le publie, on va chercher sa responsabilité. Il est condamné. Soit il est obligé de donner un droit de réponse, soit il est obligé lui-même d'écrire que c'était faux, et il est condamné, et ça peut aller loin.

Aujourd'hui, ce n'est pas condamné. Vous l'avez très bien dit, YouTube et d'autres ont revendiqué de mettre d'ailleurs des vidéos, de majorer le climatoscepticisme dans leurs vidéos. Pourquoi ? Parce que ça crée plus de réactions chez les gens, parce que leur objectif n'est pas d'informer, il est de vendre de la publicité individualisée. C'est tout. Donc on doit utiliser beaucoup plus, beaucoup plus vite, beaucoup plus fort le DSA. Nous, on va continuer de mettre la pression. En fait, la pression, c'est de pousser la Commission à le faire, et/ou en parallèle de prendre des initiatives nationales pour bousculer.

Donc je veux vraiment insister sur ce point qui était votre autre sujet, je conclurai là-dessus. En même temps que la responsabilité des plateformes, il faut en effet des tiers de confiance, structures de *fact-checking* qui permettent justement de restaurer la vérité, c'est-à-dire en tout cas de restaurer des faits pour que les gens puissent confronter ces faits aux théories auxquelles ils sont exposés. Ça, c'est absolument clé. C'est ce qui suppose justement cette transparence des algorithmes pour assurer que les *fact-checkers* ne sont pas exclus de l'espace ou ne sont pas minorés.

Etudiant

Je voulais vous demander, c'est un peu le grand éléphant dans la pièce, je crois que vous en avez déjà parlé. Ce sont les grandes technologiques. Donc en parlant de géopolitique, qui est mon domaine, vous vous rappelez qu'il y a quelques années, les États-Unis ont menacé la France d'imposer des tarifs douaniers si Google était taxé et nous avons vu que ces grandes plateformes étaient soutenues par les États-Unis. Ce n'était plus du *soft power* des années 90 mais ça a commencé à être du *hard power*. Nous l'avons vu aussi avec les entreprises d'intelligence artificielle. Il y a des modèles peut-être auxquels nous ne pourrions pas accéder en tant qu'europeens. À l'avenir, comment nous allons gérer cette *weaponization* de la part des États-Unis ou d'autres puissances avec de grandes plateformes technologiques dont nous dépendons et comment nous adapter en Europe à cette nouvelle réalité qui n'est plus des technologiques de *soft power* mais de *hard power*.

Emmanuel MACRON

Vous avez raison d'abord parce qu'il y a une hyperconcentration du pouvoir, on l'a connue dans d'autres temps dans la main de quelques-uns et il se trouve qu'ils sont plutôt américains. Il y en a qui émergent aussi en Chine.

Face à ça, je ne veux pas ici donner le sentiment d'être en quoi que ce soit technophobe. Ces entreprises, elles sont là parce qu'elles ont formidablement réussi, innové, continué à innover, donc elles sont remarquables à certains égards. Mais l'usage qu'elles font d'une rente d'innovation légitime est à mes yeux, lui, dysfonctionnel. Donc ce qu'on ne doit pas accepter, c'est qu'une entreprise qui a très bien réussi parce qu'elle a une rente d'innovation, donc elle arrive à avoir une bonne position sur le marché, elle l'utilise pour tuer tous les concurrents sur d'autres marchés qui sont adjacents, et avec la complicité, en effet, d'un système politique qui, lui, n'a pas envie de le réguler. L'histoire nous a enseigné qu'à la fin, et moi, c'est ma conviction, le système américain aura un intérêt lui-même à réguler ses propres acteurs qui deviendront trop puissants. On n'en est pas encore là.

Donc nous, qu'est-ce qu'on doit faire par rapport à ça ? Bâtir, c'est ce que j'appelle l'autonomie stratégique. On doit être plus indépendants. On a quand même réussi ces dernières années. Tout le monde nous disait que c'était impossible. Sur les données privées, on a fait une directive européenne, on a bâti un règlement qui protège nos données privées en Européen. C'était quelque chose qu'on a imposé quand même à des acteurs en quasi-totalité américains, on a imposé des règles. Alors est-ce que c'est parfait ? Non, certains ont réussi à le contourner. 2) on le fait sur les services numériques, il faut l'appliquer pour les réseaux. 3) on commence sur justement notre sujet d'IA. Il faut continuer.

Mais à côté de ça, il faut consolider des acteurs européens. Donc dans ce même débat, si on veut réussir à tenir face à cette géopolitique et à cette brutalité, on doit, nous, être beaucoup plus innovants et compétitifs. C'est-à-dire qu'il faut bâtir des champions européens beaucoup plus puissants. C'est pour ça que je défends un budget européen qui investit dans l'avenir bien plus massivement et pas simplement dans nos politiques historiques. C'est pour ça que je suis pour une politique d'innovation européenne beaucoup plus ambitieuse qu'on a montée une stratégie d'IA en France qui fait qu'on investit beaucoup dans les *data centers*, dans les acteurs justement de l'IA et de son adoption, mais il faut le faire au niveau européen, plus fort, plus vite.

Nous nous sous-estimons. L'Europe, c'est un marché, si on est vraiment intégrés, qu'on joue tous ensemble, qui est plus puissant que le marché américain. Simplement, aujourd'hui, on est beaucoup plus lents, on a moins de capitaux publics et privés, et donc on joue divisés. Et donc marché unique, budget européen bien plus massif pour avoir de l'argent public sur l'innovation, sa diffusion, sur ce qui est stratégique, marché des capitaux européens pour avoir de l'argent privé qui s'y mette beaucoup plus, et culture du risque plus forte au niveau européen, parce que ça passe aussi par une culture du risque qui est aujourd'hui moins efficace en Europe qu'aux États-Unis. Ça, pour moi, c'est la clé.

Le dernier point géopolitiquement, il faut tenir tête à cette politique extraterritoriale américaine. C'est sur l'IA là, on l'a eue par le passé sur des taxes, sur des chantages. Et donc la clé pour faire ça, c'est une Europe unie et une Europe qui n'a pas peur parfois de prendre des coups parce qu'elle sait que ce qu'elle va rendre en retour peut être dissuasif. Donc je trouve que dans le débat aujourd'hui, on est plus unis qu'il y a 10 ans, mais on est trop pusillanimes, trop frileux parce qu'on a toujours le sentiment que c'est terrible, on va tout perdre si on est sanctionnés. Non, parce que si on est vraiment unis et qu'on bloque l'accès à notre marché de 400 millions d'habitants et de consommateurs, ça fait très mal à ces acteurs. Donc nous, Européens, on ne doit pas sous-estimer la puissance de rétorsion qu'on a. Donc voilà pour moi les quelques-unes des lignes, et c'est ce qu'on va d'ailleurs faire avec des mesures de restauration du juste équilibre, là pas tellement sur l'IA, mais plus avec d'autres acteurs industriels et la Chine. C'est la même philosophie.

Animatrice

Vous avez parlé de cette initiative française d'interdire l'accès aux réseaux sociaux pour les moins de 15 ans. Le Conseil constitutionnel, en août, l'a stoppée parce qu'il a parlé de la vérification. Est-ce que vous pouvez garantir que cette vérification va pouvoir se faire de sorte à ne pas envahir ou empiéter sur la vie privée en France, mais aussi en Espagne parce qu'il y a un plan pour cela, et aussi quelles devraient être les conséquences pour les plateformes qui sont en fin de compte responsables s'il y a encore des mineurs sur les réseaux ? Parce qu'on sait que TikTok aujourd'hui permet aux moins de 13 ans, même si les conditions l'interdisent, mais ils y sont.

Emmanuel MACRON

Alors d'abord, nous, on va continuer à refaire, repréparer un texte national, c'est ce qu'on est en train de faire pour répondre aux observations du Conseil constitutionnel, mais on a surtout en parallèle déclenché une dynamique européenne qui fait qu'aujourd'hui, la présidente de la Commission européenne l'a dit, elle va proposer un Kids Protection Act, qui est le fruit de ce travail, et d'ailleurs très largement franco-espagnol, avec quelques autres affinitaires, où on a comme ça poussé cet agenda.

Donc là, il va y avoir ce dispositif européen. C'est une compétence européenne, la vérification de l'âge. Et je peux vous garantir qu'elle sera protectrice de vos données personnelles, beaucoup plus protectrice que la plupart des actes que vous faites sur ces plateformes au quotidien et qui viennent piller vos données pour les monétiser avec d'autres acteurs, parce que c'est dans les règles de l'Europe. Et donc oui, ce sera protecteur. Alors il y aura des sujets, il y a des innovations technologiques de reconnaissance d'image, de technologie avec la main, on utilise justement l'IA, mais ce sera protecteur et les données ne seront pas conservées. Justement, là aussi, ce qui est un point important pour protéger l'intimité. Et le DSA, enfin la directive sur les services numériques, permet de sanctionner ceux qui ne respecteront pas ces règles. Et donc, bien sûr, comme on a déjà d'ailleurs lancé des actions contre ceux qui ne les respectent pas aujourd'hui, on le fera pour tous ceux qui continuent d'attaquer nos enfants.

Etudiante

Votre vision de la sécurité économique européenne met fortement l'accent sur la neutralité technologique et les clauses miroirs environnementales afin de préserver l'intégrité du marché unique. Dans la mesure où l'Europe demeure fondamentalement une économie tournée vers l'exportation, comment la France entend-elle concilier ce cadre réglementaire défensif avec la nécessité, sur le plan offensif, de maintenir un accès ouvert et compétitif aux marchés émergents de consommation à travers le monde ?

Emmanuel MACRON

Merci beaucoup pour cette question. Vous posez une question très importante pour l'avenir économique de l'Europe. Notre Europe, en effet, s'est concentrée avec un modèle totalement tiré par l'export, et ce qui fait d'ailleurs qu'elle a totalement sous-estimé la demande intérieure européenne, qu'elle a largement dépréciée par sa politique monétaire et sa politique budgétaire des dernières décennies. Et c'est un modèle, en fait, très productif tiré par l'export.

En soi, déjà, c'était un déséquilibre qui ne permettait pas d'harmoniser complètement. On l'a compensé par les politiques, dont la politique de cohésion pour certains points. Ce modèle, il est en crise. Et je vais vous dire très simplement, il reposait pour une partie d'ailleurs de l'Europe, moins chez vous et chez nous que chez nos amis du centre de l'Europe et de l'Est, mais la compétitivité européenne avait un facteur clé qui était le gaz très peu cher venant de Russie, fini depuis 2022. Mais notre grand marché export, c'était la Chine. C'est fini. L'Europe, elle est déficitaire commercialement à l'égard de la Chine. Aujourd'hui, chaque jour, on perd 1 milliard d'euros en commerce avec la Chine. Il y a deux ans, plusieurs pays étaient encore exportateurs nets.

Par exemple, l'Allemagne a été jusqu'en 2025 exportatrice nette avec la Chine. C'est fini, même l'Allemagne. Et la Chine aujourd'hui est en train d'attaquer notre marché domestique sur les machines-outils, véhicules automobiles. Elle l'a fait, déjà sur la chimie. Et donc elle est en train de massacrer notre base industrielle, pour partie parce qu'elle a très bien innové, très fortement après le Covid, et ça, c'est son mérite, pour partie aussi parce qu'elle subventionne beaucoup plus ses entreprises que les nôtres, 8 fois la moyenne de l'OCDE, ça, ce n'est pas acceptable, et parce qu'on n'arrive pas à respecter les règles du jeu et qu'on ne protège pas nos entreprises.

Donc moi, je ne crois pas du tout à un modèle naïf comme le nôtre. Et nous, on a été naïfs, Européens. C'est-à-dire on a dit, on est ouverts aux quatre vents parce que nous, on veut faire du commerce chez les autres. En vrai, on fait beaucoup moins de commerce chez les autres, en tout cas le grand marché chinois, et tous les autres sont en train de se re-régionaliser post-Covid.

Les Américains protègent leur marché, marché nord-américain, il y a des règles, c'est très dur pour nous d'y entrer. Les Chinois protègent leur marché, il y a beaucoup de clauses, y compris non tarifaires, dans les marchés émergents. Et nous, on ouvre à tout le monde. Donc moi, j'ai une approche très simple, je veux qu'on soit beaucoup plus compétitifs, simplification, plus innovants, plus d'investissements publics et privés, un marché unique plus intégré, en particulier pour les capitaux. Ça, c'est la part offensive. Diversification de nos accords commerciaux, donc ça, pour justement avoir d'autres économies export, il faut garder ce modèle. Mais en même temps préserver notre marché unique et nos acteurs. Et donc pour ce faire, qu'est-ce qu'on doit faire ?

Des clauses de sauvegarde quand on est attaqué de manière injuste, c'est-à-dire des instruments commerciaux qui font que quand j'ai un véhicule, qui vient par exemple de Chine ou du bout du monde, qui arrive sur le marché européen, s'il a touché 8 fois plus de subventions que son compétiteur européen, je dis, ce n'est pas juste, je rectifie les règles de la juste concurrence. C'est normal.

Et ce qu'on appelle les clauses miroirs que vous avez citées, c'est juste de dire, si moi j'impose par exemple à un fermier européen de ne pas utiliser telle ou telle molécule pour produire, si j'importe, j'impose les mêmes molécules, sinon on est des fous. C'est-à-dire on dit, nous, pour la planète, on interdit des pesticides, etc., mais on va continuer de pouvoir les importer et les manger. Donc on ne règle rien du problème de la planète et en plus on va créer des dépendances alimentaires. Donc les clauses miroirs, c'est une forme de bon sens. Donc je crois à fond à cet agenda où il faut davantage protéger notre Europe.

Et ça rejoint un peu ce que je répondais à Monsieur dans sa question, c'est que je pense que nous, Européens, on est à un moment où on doit devenir une puissance. Et si on veut devenir une puissance commerciale, eh bien, il faut apprendre à retrouver la juste valeur de notre marché intérieur. Vendre déjà sur ce marché de 400 millions d'habitants plutôt aisés à l'échelle de la planète, ça a beaucoup de valeur. Et pour les autres, accéder à notre marché, ça doit avoir de la valeur.

Etudiant

Si les jeunes sont limités dans leur accès aux réseaux sociaux, comment peuvent-ils renforcer leur résilience face à la désinformation ?

Emmanuel MACRON

D'abord, je ne pense pas que les deux soient incompatibles. La question, c'est celle du bon âge. C'est-à-dire que si vous accédez aux réseaux sociaux à 10 ans, ce qui est le cas aujourd'hui de beaucoup de jeunes, en fait, vous n'êtes pas en âge pour le faire. Et on a d'ailleurs compris pour le cinéma, on ne vous met pas n'importe quel livre dans les mains, on ne vous met pas n'importe quel contenu de cinéma. Il ne faut pas vous laisser dans cette jungle.

Et il faut assumer le fait de dire que pendant les premières années de la vie, d'abord, il faut du temps pour son développement affectif, il ne faut pas être exposé à certaines images, à certaines choses, il faut apprendre avec les autres, ses parents, sa famille, ses camarades, ses amis. Il faut du temps pour la lecture parce que c'est ce qui vous permet d'absorber un contenu, de le comprendre, de l'analyser, et ce temps-là suppose de la concentration. Et les réseaux sociaux vous volent de la concentration et parfois même du sommeil. Vous imaginez, c'est en moyenne, en tout cas en France, c'est 4h20 en moyenne par jour pour un enfant et un ado. C'est-à-dire qu'il y a des enfants, et moi j'en ai vu, pour qui c'est 6 heures par jour. 6 heures par jour, vous ne lisez plus, vous n'interagissez plus avec les autres.

Donc en fait, on ne vous permet pas, on ne vous donne pas la chance de devenir un enfant puis un adulte et de construire le citoyen que vous avez à être. Donc je dirais, vous protéger, c'est ne pas vous exposer à des choses dont je ne suis pas sûr qu'elles soient faites pour vous. Et moi, j'ai expérimenté parce que de 2018 à 2022, j'ai essayé la régulation proactive avec les plateformes. Elles m'ont baladé pendant 6 ans. Enfin, en l'espèce, oui, ça a duré, il me semble, parce qu'on a sauté de 17 à 23. Mais on a discuté, discuté. Ils m'ont dit : « On va modérer les contenus pour les plus jeunes. » Elles ne le font pas du tout parce qu'il n'y a pas de modèle économique. Et leur problème, ce n'est pas d'éduquer des jeunes, toutes ces plateformes, c'est de vendre le maximum de pubs. Et ce n'est pas une offense, il ne faut juste pas se tromper. C'est-à-dire qu'on n'envoie pas nos enfants, quand on a à les éduquer, dans un supermarché et un sex-shop.

Avec les réseaux sociaux, c'est un peu ce qu'on a fait. On a dit, c'est super, on va les laisser accéder librement aux supermarchés, aux sex-shops, à la vente d'armes, etc., c'est-à-dire à tous les trucs qu'on a plutôt régulés. Non, on dit, on les garde dans un cadre. Donc c'est du temps qu'on vous sauve pour la lecture, le sport, les arts, les amis, pour vous former et être des adolescents, puis des adultes.

Et après, autour de 15 ans, on voit qu'on est en âge de pouvoir accéder. Et donc en parallèle, on prépare à cela. Et c'est aussi pour ça que dans nos programmes, on met l'éducation aux réseaux numériques, c'est-à-dire on apprend à démêler le vrai du faux. Et donc moi, je pense qu'avant d'aller sur les réseaux, 1) il faut avoir eu des connaissances et des certitudes, c'est-à-dire il faut avoir bâti un rapport à la vérité, aux faits, c'est-à-dire il faut avoir appris les mathématiques, le raisonnement, il faut avoir appris sa langue, il faut avoir appris des références historiques, c'est-à-dire des choses qui font d'abord un socle de connaissances.

Après le socle de connaissances, l'esprit critique, c'est-à-dire celui par lequel vous allez apprendre le doute légitime qui vous permet de progresser dans la connaissance et d'aller chercher les informations. Et à ce moment-là, quand vous maîtrisez vos connaissances et ce socle de connaissances et que vous avez acquis un esprit critique, vous pouvez vous balader dans les réseaux sociaux parce que vous allez être moins exposés, eh bien, au complotisme, au relativisme absolu, à l'effondrement de la science, aux fausses informations, parce que vous allez d'abord avoir des connaissances que vous avez consolidées, donc vous allez pouvoir dire : « Ça, c'est n'importe quoi. » Et puis vous avez eu cet esprit critique qui va vous dire : « J'ai quand même l'impression que c'est n'importe quoi, je vais aller vérifier. » Si je vous laisse dans la jungle à 12 ans, vous n'avez aucun de ces réflexes. Vous n'avez pas encore appris, donc vous ne savez pas si ce à quoi vous êtes confronté, c'est n'importe quoi ou c'est vrai. Et si vous n'avez pas bien bâti un esprit critique, qui est une vraie méthode.

L'esprit critique, ça n'est pas le scepticisme permanent, c'est une méthode pour apprendre et avoir un doute qui vous aide à accéder à la vérité. C'est aussi ce que vous consolidez à l'université. C'est, je dirais, l'exact opposé de ce qu'on voit sur les réseaux sociaux naître, c'est-à-dire face au déferlement de contenus permanents, on ne sait pas si c'est de l'IA ou pas, qui l'a fait, etc., on ne croit plus en rien. Et du coup, c'est ce qui fait que je retrouve des certitudes communautaires et je deviens complotiste. C'est-à-dire, comme je ne sais plus démêler le vrai du faux parce que je n'ai pas un socle de connaissances, je n'ai pas une bonne méthode, je suis exposé à quelque chose qui n'est pas adapté, je me referme dans ma communauté la plus proche et cette communauté-là me dit que c'est ça, que la Terre est plate, et donc la Terre est plate.

C'est exactement ce qui est en train de se passer. Donc vous voyez, pour toutes ces raisons, pour la protection affective, pour avoir d'abord le temps d'apprendre, de lire, puis de forger votre esprit critique. Je pense qu'un enfant, un adolescent n'est pas prêt et on ne lui rend pas service en le mettant sur les réseaux. Puis en parallèle, on doit le préparer pour qu'ensuite, quand il y aille, il le fasse avec discernement.

Etudiant

Bonjour, Monsieur le Président. Vous avez mentionné si on utilise l'intelligence artificielle parmi nous, et j'imagine que vous connaissez la réponse. Mais je voudrais vous demander, est-ce que vous connaissez l'une de mes dernières recherches que j'ai pu faire ? Et typiquement, quels seraient les top 10 des métiers qui vont survivre d'ici 2030. Donc j'ai eu cette interrogation puisque lors de la rentrée récemment, on nous a demandé où on se voyait d'ici 10 ans. Et je vais vous avouer, j'étais un peu perdu puisqu'avec l'ère de l'intelligence artificielle, le numérique, j'ai l'impression que ça va bien plus vite que nous et c'est compliqué de suivre le rythme de la technologie.

Notamment, on voit, on se réveille un matin et on peut voir comment Claude ou ChatGPT peuvent résoudre des énigmes mathématiques ou des piratages dans des gouvernements, des entreprises. Et c'est pourquoi le point le plus important pour moi personnellement, c'était le fait de sans cesse voir la disparition des postes juniors dans les entreprises. Et je voulais vous demander si vous aviez un message concret pour les jeunes qui puissent penser que c'est compliqué de suivre le rythme de la technologie, mais aussi — et cette partie j'ai changé un peu dans la question puisque vous avez partiellement répondu — comment l'Union européenne, qui, vous dites, peut s'unir et même combattre la Chine ou les États-Unis, est-ce que vous pensez réellement qu'on va pouvoir le faire, qu'on va pouvoir s'unir entre les pays ? Merci beaucoup.

Emmanuel MACRON

Alors, sur votre première question, merci beaucoup. Et moi, je pense que c'est une des grandes angoisses dans nos sociétés, ce que vous avez évoqué, c'est-à-dire les métiers qui vont être transformés. Est-ce que j'ai un avenir ? Est-ce qu'on aura encore une place ? Ma réponse est oui, et je pense que ça peut être une formidable opportunité si on s'organise bien. Ce n'est pas un optimisme bête. Je pense que c'est là, et je pense que la pire des choses, ce serait d'en avoir peur et de ne pas le saisir. Premier point.

Je dis ça parce que typiquement, quand les robots sont apparus dans l'industrie dans les années 80-90, en France, on a eu ce débat. Et on a plutôt moins que les autres pris les robots, beaucoup moins, par exemple, qu'en Italie ou en Allemagne. On a désindustrialisé beaucoup plus vite. Et donc, on a accru le problème. Si nous, Européens, on ne se saisit pas de l'intelligence artificielle en disant : « oh là là, terrible, ça va enlever nos jobs », donc si on a peur de la technologie, je pense qu'on sera balayés beaucoup plus vite par les puissances qui s'en saisiront. Mon premier message, qui n'est pas un message d'adhésion naïve en aucun cas que ce soit, vous m'entendez depuis tout à l'heure essayer de vous dire, comment prendre les choses et d'être plutôt sur un chemin critique, il faut se saisir des innovations technologiques. Et je pense qu'une des clés, ce sera dans notre rapidité d'ailleurs à ce qu'on appelle adopter l'intelligence artificielle, c'est-à-dire la diffuser dans d'autres secteurs de l'économie. Donc ça, c'est une opportunité, il faut la saisir.

Maintenant, bien le faire, ça va consister à savoir anticiper et accompagner ces changements. Comme dans toute transition, c'est un peu un modèle schumpétérien. C'est ce qu'on appelle le mouvement de création destructive. On va créer de nouveaux secteurs et oui, on va en détruire. La clé, c'est d'accompagner les personnes dont les emplois peuvent être remplacés ou changés par l'intelligence artificielle. Et pour ça, c'est un très gros effort de réapprentissage qu'on doit faire. Donc, il ne faut pas du tout laisser nos compatriotes qui vont être bousculés dans ces métiers sans solution. Il faut l'anticiper. Il faut vouloir le faire, il faut dire la vérité, je pense que c'est fondamental, et il faut accompagner ces personnes en les reformant pour pouvoir leur permettre de construire un avenir professionnel dans d'autres secteurs.

Pour se préparer à ça, d'abord, moi, je pense que pour votre génération, l'éducation est encore plus importante. Et ne pensez pas du tout que parce que l'IA fait des maths, ce serait intelligent de ne pas faire des maths pour vos générations ou autres. Je pense que la capacité justement à maîtriser soi-même, tous ceux qui auront le plus de maîtrise des sciences, de la philosophie, de la capacité à maîtriser le langage sont celles et ceux qui auront le plus de capacités à maîtriser l'instrument et justement à faire que l'IA sera aussi à notre service. Et donc, je ne pense pas du tout que ça rend caduques les études, au contraire, je pense que ça les rend encore plus importantes et ça nous met encore plus dans des sociétés où on fera des études tout au long de la vie. Donc ça, c'est vraiment pour moi un point clé.

Et puis, une autre remarque que je voudrais faire par rapport à ça, c'est que je crois que ça va revaloriser les métiers de contact, les métiers artistiques, les métiers du soin, les métiers de relation directe. Parce que dans une société qui va donner une place plus importante à la technologie, il y a une singularité de l'humanité qui n'est pas substituable. Et donc, oui, on pourra avoir des robots pour faire des tâches très pénibles. Et ça, c'est une avancée sociale. Ça veut dire qu'il n'y aura plus de troubles musculosquelettiques, les gens feront des choses beaucoup moins dures. Mais un robot ne vous donnera jamais le regard, la douceur, la tendresse.

Et nous sommes quand même des sociétés, si on regarde notre évolution ces dernières décennies, qui a sous-valorisé les métiers du soin ou de l'accompagnement, qui a sous-valorisé les métiers de la transmission, qui a sous-valorisé des composantes artistiques, la part humaine qu'il y a dans nos métiers. Et je pense que c'est une opportunité aussi pour lui redonner une valeur et la rémunérer mieux parce qu'on a des machines qui feront des choses peut-être plus mécaniques et taylorisables, on aurait dit avant. Donc oui, on est au début d'une grande réorganisation. Moi, je pense qu'on doit avoir un fil directeur qui est que cette réorganisation doit être une réhumanisation de nos sociétés. Et l'intelligence artificielle peut permettre de le faire si on décide qu'elle ne soit pas dans la main de quelques-uns, qu'on n'en perde pas le contrôle et qu'on sache retrouver le cœur des valeurs que nous défendons. Et au fond, quelle est l'aspiration qu'on a dans notre société ? C'est essayer de vivre en harmonie et heureux. Ce n'est pas d'avoir l'IA qui me résoudra tel problème qui ne s'est jamais résolu, parce que c'est formidable pour la connaissance. Ça, ça me fascine, mais la priorité, c'est de vivre plus harmonieusement et heureux et de rebâtir des équilibres.

Et donc, voyez-le plutôt comme une opportunité, mais en ayant tous ces défis en tête. On va avoir à s'organiser, anticiper, dire la vérité, former, construire de nouveaux métiers et peut-être revaloriser l'humain dans nos sociétés, assez paradoxalement. Tout ça me rend très optimiste. Pour dire d'un mot sur votre dernière question, je pense que les Européens, vous savez, Milan Kundera avait une très jolie formule. Il dit : « est européen celui qui a la nostalgie de l'Europe. » Alors, dans la bouche de celui qui avait connu le rideau de fer descendant sur l'Europe et la tragédie de l'exil, ça voulait dire beaucoup de choses, mais on est un peu comme ça collectivement, c'est-à-dire qu'on est ce vieux continent qui se sous-estime, qui est toujours nostalgique d'une période d'or, mais on ne se débrouille pas si mal, je vous assure.

Regardez, on est sortis du covid. Toutes les revues de sciences, ça a été « gâteau avalé n'a plus de saveur », comme on dit. Mais en sortant du covid, il a été montré par toutes les revues scientifiques que les pays européens sont ceux qui se sont le mieux débrouillés. On est ceux qui ont le plus protégé, le moins perdu en éducatif, le plus tôt donné le vaccin, etc. Derrière, on a réussi à émettre de la dette en commun pour relancer nos économies. L'Espagne en a beaucoup bénéficié. C'est le plan qu'on a bâti dès juillet 2020, en franco-allemand d'abord puis en compromis européen. Qui aurait pensé en 2020 qu'on allait faire une dette commune pour relancer en sortie de covid ? On l'a fait.

Il y a la guerre en Europe qui revient. Ça faisait des décennies qu'on disait : « il n'y aura plus la guerre sur notre continent. » Elle est là. En 48 heures, on est du côté de l'Ukraine et on n'a pas bougé depuis 4 ans et demi. On l'aide. Les Européens, c'est 90 % de l'aide apportée aux Ukrainiens. On a sanctionné la Russie en 48 heures et on a continué. Donc, on est du côté du droit international et de notre sécurité. Quand je regarde ça, je me dis qu'on n'est pas si mauvais que beaucoup disent. Alors oui, on est trop lent, trop complexe. Donc, qu'est-ce qu'il faut faire ? Je pense à un choc d'unité, de simplification et de confiance en soi, si vous voulez le fond de ma pensée et d'investissement dans l'avenir.

Notre Europe, elle a besoin d'investir dans son avenir, sa jeunesse, son éducation, son innovation, de gérer ses problèmes de modèle social, mais plus on investit dans sa jeunesse et crée de l'innovation, plus on les réglera parce qu'on créera de la richesse. Mais voilà, il ne faut pas qu'elle se rétrécisse sur elle-même. Mais moi, je crois profondément en cela. Et il y a un réveil européen. Et le moment qu'on est en train de vivre, c'est le réveil, je l'évoquais tout à l'heure, qui est le réveil de la puissance. C'est-à-dire notre Europe, elle a d'abord dit : « je vais faire la paix. Ça fait 2 000 ans que je fais des guerres civiles en permanence. » On l'a fait entre Espagne, France, Allemagne, 2000 ans. On n'avait pas 20 ans sans guerre civile. On dit : « à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, on va faire la paix. On met ensemble l'acier et le charbon. On l'utilisait pour faire nos armes. Puis on a fait le marché. » On a tenu cette promesse, on ne s'est plus fait la guerre. Ce n'est jamais arrivé.

Deuxième promesse qu'on a faite : le marché unique. On a dit : « on va se mettre ensemble, on va faire un truc génial. Ça sera génial pour le consommateur européen, ça va créer de la richesse. On l'a fait. Et on a été à la hauteur de la promesse. Notre Europe, elle a fait ce marché unique. Elle a fait ce marché où on voyage librement. Et d'ailleurs, j'en veux pour preuve que tous ceux qui arrivent en Europe, dans nos pays, avec un programme en commençant à dire : moi, je vais foutre tout ça en l'air, à l'exception funeste du Brexit, qui a perdu 8 points de PIB depuis le Brexit.

Le Brexit, c'est le plus grand mensonge des 30 dernières années. Ceux qui disaient : « on sera plus riches, 8 points de PIB en moins 10 ans plus tard. On va régler le problème de l'immigration, c'est plus compliqué qu'avant et on va cartonner en commerce international », c'est pire. Mais à l'exception de ça, y compris les dirigeants européens qui arrivaient avec des programmes très nationalistes, très anti-européens, ils ont vu que l'Europe, ça donnait quand même cette richesse, ils y sont restés.

Après la paix, après la prospérité, notre Europe, elle doit bâtir la puissance dans cette nouvelle géopolitique, la puissance technologique et économique, et donc, savoir se protéger, valoriser son marché unique, être aux avant-postes de ces innovations, La puissance militaire pour protéger ses frontières, et ça aussi, c'est un acquis des 4-5 dernières années. Il y a 5 ans, on n'avait pas le droit de parler de pilier européen de l'OTAN. Maintenant, on parle de défense européenne. Et donc, il faut aller au bout de ce combat. Et donc, si on arrive à faire ça, je pense, oui, que l'Europe a un avenir formidable. En tout cas, moi, je crois que c'est la plus belle aventure depuis des siècles et des siècles, honnêtement.

C'est une utopie qu'on a transformée de l'Europe. On avait toujours rêvé l'unité de notre continent et, à travers les siècles, on l'avait toujours fait par l'hégémonie de l'un sur quelques autres, des empires. C'est la première fois qu'on a créé cette utopie égalitaire et respectueuse où des États, ensemble, en se respectant les uns les autres, avancent. Et on l'a fait. C'est un trésor, ne l'oubliez jamais. Vos générations n'ont jamais connu que cette Europe et votre pays a fêté ses 40 ans d'adhésion, ce qui est formidable. Donc vous, vous êtes trop jeunes, vous avez toujours vécu dedans. Mais ne pensez pas que ça a toujours été comme ça.

J'adorerais que vos générations soient des générations d'Européennes et d'Européens exigeants, voulant qu'on aille plus loin, plus vite, voulant davantage, mais qui tiennent à cette Europe, qui ne la voient pas comme quelque chose d'acquis, de vieillot, qui aurait toujours existé, qui serait une idée du passé. C'est la plus belle des idées qu'on ait faites ensemble. C'est celle par laquelle, au fond, nous nous sommes relevés de l'effondrement moral de la Deuxième Guerre mondiale. C'est un trésor. Donc transformez-le, amenez-le plus loin, mais ne l'abandonnez jamais.

Animatrice

Chères autorités, Monsieur le Président, merci d'être venu au Paraninfo de l'université Complutense pour revaloriser l'humanité. Merci. Cet événement est terminé.